

EDF: bloquons l'euro-assassinat programmé d'Electricité de France

Un nouveau mauvais coup des gouvernements maastrichtiens contre les travailleurs, les usagers et la Nation

I l y a juste 70 ans, le 8 avril 1946, était promulguée la loi de nationalisation du gaz et de l'électricité. Elaborée par le ministre communiste Marcel PAUL, cette loi s'imposait vu l'état de délabrement des ouvrages de production, de transport et de distribution dans lequel les compagnies privées de l'électricité, uniquement préoccupées de profit, avaient laissé le réseau.

L'élan créé par Marcel Paul, résistant-déporté, syndicaliste CGT, militant communiste héroïque qui avait organisé un réseau antinazi à Buchenwald, fit d'EDF une grande réussite par l'esprit de service public qu'il avait insufflé au personnel d'EDF-GDF, de l'ouvrier à l'ingénieur.

Mais dès les années 50, l'Europe capitaliste de Schuman et Monnet a brandi son arme létale : la CECA (Communauté Européenne Charbon-

Acier, tournée contre les Mines et la Sidérurgie françaises) pour faire place à l'industrie allemande et au tout-pétrole cher à « Total ». Privée de son charbon national sur décision conjointe de Bruxelles, de Berlin... et de leurs collabos parisiens, la France fut amenée, pour assurer son indépendance énergétique, à de remplacer la production thermique par le nucléaire, (80 % de l'électricité nationale aujourd'hui) ; grâce au personnel d'EDF et au CEA (mis en place en 1945 par le physicien communiste, F. Joliot-Curie), la mise en place du nucléaire civil s'est faite avec un niveau de sécurité insurpassé dans le monde et elle a permis de fournir aux Français l'électricité la moins chère d'Europe.

Depuis une trentaine d'années, forte des compétences mondialement reconnues du personnel EDF, la direction de l'entreprise aux ordres des pouvoirs maastrichtiens successifs a dévoyé l'œuvre de M. Paul et des agents d'EDF. Elle a surinvesti hors de France pour enrichir ses action-

naires privés aux dépens de ses missions nationale et sociale. EDF est devenue une transnationale cotée en Bourse, mais à quel prix ! Recrutés dans le monde patronal et payés à prix d'or, les dirigeants d'EDF sont responsables de fiascos financiers (cf l'implantation en Argentine, et maintenant en Angleterre !) qui ont concouru à un endettement abyssal (37,4 milliards d'euros). AREVA, qui gère le retraitement des déchets nucléaires, et dont l'expertise a valeur mondiale, a suivi la même voie aventuriste : De Villepin, Sarkozy, Hollande, sont gravement coupables de ce massacre industriel devant la Nation, de même que les PDG serviles et surpayés qui ont ruiné l'entreprise qu'ils devaient conduire.

Car il y a incompatibilité entre l'esprit service public et la concurrence « libre et non faussée » chère à l'UE. C'est ainsi que Sarkozy, qui avait juré devant le Parlement qu'il ne privatiserait pas EDF ni GDF,

REJOIGNEZ LE PRCF!

o Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France

o Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

CP: _____ Ville: _____

Courriel: _____ Téléphone: _____

A renvoyer à: PRCF, 8 rue du Clos Lapaume; 92 220; Bagneux

s'est parjuré en ouvrant le capital d'EDF (préparé par F. Roussely, président « socialiste » d'EDF). Tristement, le secrétaire de la CGT-Energie de l'époque, Denis Cohen a accepté un marché absurde : au lieu de dénoncer l'UE et d'engager le bras de fer nécessaire pour bloquer l'euro-privatisation, ce syndicalisme d'accompagnement indigne de notre grande CGT a fait rêver les gens d'un introuvable « service public européen » et a prétendu se concentrer sur la sauvegarde du statut et des œuvres sociales : au contraire, **pour Marcel Paul, nationalisation, statut et service public ne faisaient qu'un.** Pas à pas, l'entreprise a été dépecée selon le principe *diviser pour régner* : ERDF, GRDF, EDF proprement dit, absorption de GDF par Suez ; et maintenant, *Engy (ex-GDF/Suez)* et d'autres trusts sont sur les rangs pour remplacer l'ex-monopole public par un monopole PRIVE, dont le seul souci sera les dividendes des actionnaires.

Tout cela s'est fait en application du Traité de Maastricht imposant la fin des monopoles publics, avec partout les mêmes résultats : à France-Télécom, à la SNCF, dégradation du service, conditions terribles pour les agents, suppressions d'emplois, appropriation par le privé des investissements d'équipement réalisés aux frais du contribuable.

Aujourd'hui, **le pouvoir « socialiste » à genoux devant l'UE veut, à l'unisson des « LR », parachever le dépeçage d EDF**, ultime bastion du *produire en France*. On sait qu'en plus du remboursement de sa dette de 37,4 Mds, EDF devra investir **55 Mds** sur 10 ans pour pérenniser ses centrales françaises. Or l'équipement nucléaire de la France a été

entièrement supporté par EDF (l'Etat n'a pas versé 1 sou), alors que depuis des années l'Etat opère des ponctions importantes sur EDF pour rembourser les « marchés financiers » et sauver l'euro de la faillite (*critères de Maastricht*). En plus EDF se voit contrainte par Valls d'éponger la dette d'AREVA (2,5 Mds) léguée par la PDG socialiste A. Lauvergeon. EDF devrait aussi, malgré sa situation périlleuse, financer deux réacteurs EPR de nouvelle génération ... en Angleterre (16 Mds) ! Question : **les proconsuls de Bruxelles/Berlin qui se succèdent à l'Elysée depuis Mitterrand (inclus) ont-ils le moindre souci de l'intérêt national* ?**

Le Conseil d'administration d'EDF est maintenant sommé d'avaliser les décisions du pouvoir, dont **3500 suppressions d'emplois** (une méthode originale pour résorber le chômage !) avec à la clé, l'augmentation de la sous-traitance, qui finit toujours par coûter cher et qui met sous tension la sécurité des centrales. L'euro-privatisation finale d'EDF préparée par E. Macron, le chouchou des médias et de la finance mondiale, grèverait les tarifs de l'électricité et menacerait la sécurité de l'électronucléaire : on l'a vu à Tchernobyl quand le privatiseur anticommuniste qu'était Gorbatchev a supprimé le plan d'Etat et accordé l'autonomie financière aux centrales nucléaires. On l'a vu à Fukushima où la centrale était dirigée par une firme privée. **Partout, libéralisation rime avec insécurité, coupures, envol des factures...**

Sous couvert de « sauver » EDF, l'euro-dépeçage se poursuit, aidé par l'Etat. Le capital privé espère racheter à vil prix, comme à France-Télécom, ce que des générations d'é-

lectriciens ont construit et **c'est la même politique de casse sociale et nationale que produit la « construction » européenne contre l'Education nationale, la Sécu, l'Hôpital public, l'Equipement, la SNCF, la Poste, etc.**

Avec le PRCF, exigeons que la France sorte de l'UE et de l'euro, qu'EDF/ERDF/GRDF/AREVA/GDF soient renationalisées/réunifiées à 100% en intégrant *Powéo, Suez, etc.*, et qu'**EDF devienne le levier de la future réindustrialisation planifiée du pays**, qu'on en finisse avec la sous-traitance par le privé !

Avec le P.R.C.F. qui milite pour que renaisse en France un P.C. de combat digne de Marcel Paul, **agissons pour que la France sorte de l'euro, de l'UE, de l'OTAN et du capitalisme.** C'est nécessaire pour reconstruire le produire en France, coopérer avec tous les continents, relancer la lutte révolutionnaire de notre pays. Agissons aussi pour que la CGT, principal outil de lutte des salariés, retrouve la voie victorieuse du **syndicalisme de classe et de masse** comme l'y invitent les *Goodyear* ou le *Front syndical de classe*.

**un symptôme qui n'a rien de risible : les directions des entreprises publiques avantage méthodiquement le tout-anglais « transatlantique » au détriment du français: « Pulse ! », « Engy », Family TGV ou Railteam, etc.*

Bernard Parquet, Jo Hernandez, membres du secrétariat politique national du PRCF, anciens syndicalistes EDF.

Je m'abonne à Initiative Communiste journal mensuel du PRCF

- Offre découverte: 3 mois gratuits; sans aucune obligation d'achat!!!
- Un an = 24 Euros (20€ chômeur / étudiant)
- 6 mois = 12 Euros (10€ chômeur / étudiant)

Nom:..... Prénom:.....
 Courriel:..... Tel:...../...../...../...../.....
 Adresse:.....
 CP:..... Ville:.....

Chèque à l'ordre d'Initiative Communiste à adresser au journal: BP 30111, 62802 LIEVIN Cedex

Contact:

www.prcf.fr
 prcf@orange.fr
 Tel/Fax: 09 71 55 75 12
 8 rue du Clos Lapaume;
 92 220; Bagneux